



SURVEILLANCE
de l'état de **SANTÉ**
de la **POPULATION**

PORTRAIT LAVALLOIS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Édition 2026

Direction de santé publique

Centre intégré de santé et
de services sociaux de Laval

Une publication de la Direction de santé publique du Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

1515, boulevard Chomedey
Tour Nord, 3^e étage,
Laval (Québec) H7V 3Y7
Téléphone : 450 978-2121
www.lavalensante.com

Direction

Dr Jean-Pierre Trépanier, directeur de santé publique, CISSS de Laval
Alexandre St-Denis, adjoint au directeur, Protection et surveillance de l'état de santé de la population
Silvio Manfredi, adjoint au directeur, Promotion-prévention et développement des communautés
Nancy Côté, cheffe de service, Protection et surveillance de l'état de santé de la population
Julie Bédard, cheffe de service, Lutte aux inégalités sociales de santé

Coordination des travaux

Céline Dufour, coordonnatrice professionnelle, Équipe Surveillance, vigie et évaluation (SVE)

Auteur

Alexandre Labranche, agent de planification, de programmation et de recherche, Équipe Surveillance, vigie et évaluation (SVE)

Collaboration

CISSS de Laval

Diane Grenier, organisatrice communautaire, Équipe organisation communautaire
El Hadji Diaw, organisateur communautaire, Équipe organisation communautaire
Julie Pagé, coordonnatrice professionnelle, Équipe promotion-prévention populationnelle

Centre de bénévolat et Moisson Laval

Jacinthe Patoine, directrice de liaison communautaire

Ville de Laval

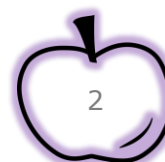
Denis Nantel, régisseur - planification et expertise - Développement social - Service de la culture, des loisirs, du sport et du développement social
Laurence Tessier-Dansereau, coordonnatrice - activités et programmes - Développement social - Service de la culture, des loisirs, du sport et du développement social

Pastorale sociale de l'ouest de Laval

Hélène Prévost, agente de pastorale sociale

Comité consultatif, Équipe Surveillance, vigie et évaluation (SVE)

Abdezhah Bamohammi, agent de planification, de programmation et de recherche
Béatrice Numuhire, agente de planification, de programmation et de recherche
Camille Dumont, agente de planification, de programmation et de recherche
Dave Sébastien Dorcely, agent de planification, de programmation et de recherche
Émilie Blais, agente de planification, de programmation et de recherche
Mababou Kébé, agent de planification, de programmation et de recherche



Traitement et validation des données

Mababou Kébé, agent de planification, de programmation et de recherche
Sylvie Chrétien, technicienne en recherche

Mise en page

Jacinthe Bélanger, agente administrative

Comment citer cette publication

Labranche, A. (2026). *Portrait lavallois de la sécurité alimentaire* (Éd. 2026). Direction de santé publique, Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval. <https://www.lavalensante.com>

Dépôt légal

© Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval, 2026

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2026
PDF: 978-2-555-03460-0

Ce document peut être reproduit et communiqué au public par quelque moyen que ce soit à des fins éducatives ou non commerciales, à condition d'en mentionner la source. Toute autre utilisation doit faire l'objet d'une autorisation préalable du CISSS de Laval. Cette autorisation peut être obtenue en formulant une demande à droitsdauteur.ciessler@ssss.gouv.qc.ca.



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	5
Mise en contexte	6
Définitions	8
Prévalence de l'insécurité alimentaire	9
Diversité et inégalités sociales	11
Autres caractéristiques associées à l'insécurité alimentaire	18
Facteurs économiques	19
Dépannage alimentaire	25
Contribution gouvernementale	27
Enfants fréquentant la maternelle 5 ans	28
Accessibilité de l'offre alimentaire	31
Conclusion	38
Annexe	39
Bibliographie	40



AVANT-PROPOS

Mesdames, Messieurs,

Nous avons le plaisir de vous présenter le Portrait lavallois de la sécurité alimentaire, édition 2026. Avant d'aborder l'ensemble des données présentées, nous souhaitons rappeler quelques notions essentielles.

L'insécurité alimentaire dans un ménage peut découler de divers facteurs. Les données populationnelles permettent d'identifier certaines tendances statistiques au fil du temps. Cependant, quelques limites sont à considérer. D'une part, les données reflètent généralement les tendances centrales, ce qui peut conduire à une sous-représentation des groupes situés aux extrémités de celles-ci. D'autre part, les données illustrent une réalité plus ou moins lointaine, car elles sont publiées rétrospectivement. Pour cette raison, il est possible qu'elles ne soient pas pleinement représentatives du contexte actuel.

Ce portrait vise à contribuer, de façon complémentaire, à l'analyse globale de l'insécurité alimentaire à Laval. Une vision d'ensemble, incluant l'expertise terrain et la littérature qualitative à ce sujet, est nécessaire à une compréhension complète de l'insécurité alimentaire. À cet effet, plusieurs publications complémentaires portant notamment sur les inégalités sociales sont disponibles sur le site lavalensante.com dans la section « Données sur la population ».

Nous vous invitons à lire attentivement les définitions des termes utilisés dans le document afin d'éviter toute interprétation erronée ou conclusion hâtive et à partager, le cas échéant, l'ensemble des informations présentées.

Enfin, nous tenons à souligner la bienveillance de toutes les personnes et organisations qui contribuent, de près ou de loin, à réduire l'insécurité alimentaire sur le territoire lavallois.

Bonne lecture.

Alexandre Labranche

Agent de planification, de programmation et de recherche,
Équipe Surveillance, vigie et évaluation (SVE)

Julie Pagé

Coordonnatrice professionnelle,
Équipe promotion-prévention populationnelle

Céline Dufour

Coordonnatrice professionnelle,
Équipe Surveillance, vigie et évaluation (SVE)



MISE EN CONTEXTE

Cette édition du portrait de la sécurité alimentaire présente les plus récentes données disponibles en novembre 2025. Les données du document portent sur deux grands thèmes : l'insécurité alimentaire¹ et les services de dépannage alimentaire. Afin de faciliter la compréhension des données, il est important de préciser que les personnes ayant recours aux services de dépannage alimentaire se retrouvent majoritairement en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée² (Chaire CACIS, 2024). Par conséquent, il est probable que les données relatives aux trois formes d'insécurité alimentaire ne représentent pas précisément le profil des individus qui sollicitent les services de dépannage alimentaire.

L'insécurité alimentaire est souvent associée à l'évolution du taux d'inflation des prix à la consommation et à l'accueil des personnes immigrantes (Chaire CACIS, 2024; Polsky, 2024). Ces deux facteurs se dégagent d'ailleurs dans le présent portrait. En 2025, malgré l'augmentation des contributions gouvernementales pour contrer l'insécurité alimentaire, la situation de plusieurs familles demeure précaire (Gouvernement du Canada, 2025; Uppal, 2023).

En janvier 2025, le réseau des banques alimentaires du Québec a publié une étude d'Aviseo (2024) prévoyant une hausse du nombre de demandes d'aide alimentaire en 2025, 2026 et 2027. Compte tenu de ces faits, il nous apparaît essentiel que les autorités assurent une surveillance étroite de la situation.

« Derrière ces statistiques, il y a des humains, des personnes vulnérables, des familles, des enfants, des personnes seules qui sont dans l'insécurité alimentaire, qui ne savent pas s'ils vont avoir de quoi se nourrir adéquatement chaque jour ».

Martin Munger, directeur général de Banques alimentaires du Québec.

(Bilodeau, 2023)

1. Sauf indication contraire, l'expression « insécurité alimentaire » désigne, dans ce document, l'ensemble des trois formes d'insécurité alimentaire : marginale, modérée et grave.

2. Les définitions sont présentées à la page 8.



NOTES MÉTHODOLOGIQUES

Enquête canadienne sur le revenu (ECR)

Bien que l'ECR soit basée sur le revenu déclaré pour une année donnée, les questions relatives à l'insécurité alimentaire concernent les 12 mois précédant la collecte de l'information auprès du répondant. Conséquemment, les données portant sur l'insécurité alimentaire dans l'enquête de 2023 couvrent aussi les six premiers mois de l'année 2024.

Par ailleurs, la période de collecte pour l'enquête de 2019 a été modifiée en raison du contexte de la pandémie de COVID-19. La collecte ayant chevauché les périodes pré-pandémique et pandémique, cela pourrait avoir des impacts sur les résultats ainsi que sur leur interprétation (Statistique Canada, 2021).

Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC)

L'ESCC de 2019-2020 a été perturbée par la pandémie de COVID-19, ce qui a engendré plusieurs modifications dans la collecte des données pour l'année 2020. De plus, le taux de non-réponse s'avère plus élevé pour l'enquête de 2020, augmentant ainsi le risque de biais résiduels³. Pour ces raisons, il est recommandé d'interpréter les données de l'ESCC 2019-2020 avec prudence (Statistique Canada, 2024a).

Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages (MESAM)

Le MESAM est la principale mesure validée de l'insécurité alimentaire au Canada. Les deux principales sources de données utilisées dans ce portrait, soit l'ECR et l'ESCC, utilisent ce module d'enquête. Le MESAM comporte 18 questions qui cherchent à faire ressortir les expériences et les préoccupations des adultes et des enfants au cours des 12 derniers mois concernant, entre autres, leur crainte de manquer de nourriture et la difficulté de s'offrir une alimentation équilibrée. Les réponses permettent d'évaluer l'ampleur de la situation d'insécurité alimentaire en raison de **ressources financières limitées** dans ces ménages (Caron et Plunkett-Latimer, 2022; Santé Canada, 2020a).

Estimations en 2025

Les estimations de la population pour 2025 sont calculées à partir des projections de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et du Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) (2025).

Découpages territoriaux

Tout au long du document, la présentation de données portant sur la population lavalloise sera favorisée. Cependant, en fonction de la disponibilité et de la qualité des données, pour certains regroupements ou certaines caractéristiques, les données de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal⁴ ou de l'ensemble du Québec seront parfois présentées. Par ailleurs, en raison de leur statut ou de leur situation de vie, il est possible que certains groupes marginalisés, comme les personnes en instabilité résidentielle, en situation d'itinérance ou en demande d'asile, soient sous-estimés ou sous-représentés dans les données d'enquête.

3. Le risque résiduel fait référence au risque de biais qui pourrait affecter les estimations après la mise en place de mesures de contrôle et d'atténuation des erreurs potentielles.

4. La RMR de Montréal s'apparente à ce que l'on appelle au Québec le « Grand Montréal ». Ce territoire comprend l'île de Montréal, la région de Laval, la Rive-Nord (Montréal) et la Rive-Sud (Montréal). Lorsque possible, ce découpage sera privilégié à celui de l'ensemble du Québec afin d'obtenir une image plus précise de l'insécurité alimentaire locale.



DÉFINITIONS

Sécurité alimentaire

« Lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires afin de mener une vie saine et active. » (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1996)

Insécurité alimentaire

« L'incapacité de se procurer ou de consommer des aliments de qualité, ou en quantité suffisante, de façon socialement acceptable, ou encore l'incertitude d'être en mesure de le faire. » (Santé Canada, 2020b)



Statistique Canada (2020a), définit trois formes d'insécurité alimentaire :

Insécurité alimentaire marginale

Il y a « des signes de crainte de manquer de nourriture ou d'avoir un choix limité d'aliments » en raison d'un manque de ressources financières.

Insécurité alimentaire modérée

Il y a « des signes que la quantité ou la qualité des aliments consommés est compromise » en raison d'un manque de ressources financières.

Insécurité alimentaire grave

Il y a « des signes de réduction de l'apport alimentaire et de perturbation des habitudes alimentaires » en raison d'un manque de ressources financières.

Dans ce portrait, à moins d'indication contraire, l'insécurité alimentaire est déterminée au niveau du ménage. Ainsi, lorsqu'une personne est désignée comme étant « en situation d'insécurité alimentaire », cela signifie qu'elle fait partie d'un ménage au sein duquel au moins une personne a vécu une des trois formes d'insécurité alimentaire au cours des douze derniers mois.

Mise en garde : Les données présentées dans ce portrait sont majoritairement celles regroupant les trois formes d'insécurité alimentaire. Ainsi, le présent portrait se concentre autant sur les groupes qui ont des craintes par rapport à la quantité et à la qualité de leur alimentation, que sur ceux dont l'alimentation est compromise ou réduite.



PRÉVALENCE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Sauf indication contraire, les données sur l'insécurité alimentaire présentées sont tirées des Enquêtes canadiennes sur le revenu 2018 à 2023 (Statistique Canada, 2025a), et les estimations ont été calculées à partir des données démographiques de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ et MSSS, 2025).

Une hausse plus importante au Québec qu'ailleurs au Canada

Depuis 2018, le Québec se distingue favorablement des autres provinces canadiennes en ce qui concerne la proportion de sa population en situation d'insécurité alimentaire. Cependant, les dernières données collectées lors de l'Enquête canadienne sur le revenu 2023 révèlent une hausse plus importante de l'insécurité alimentaire au Québec. Sans surprise, la RMR de Montréal et la ville de Laval n'échappent pas à ce constat, avec des augmentations préoccupantes.

En 2023, la proportion de personnes vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire dans la province a atteint un sommet depuis 2018. Ce constat est observé à Laval (26,3 %), dans la RMR de Montréal (22,3 %) ainsi que dans l'ensemble du Québec (19,8 %). Bien que les taux soient plus élevés à Laval et dans la RMR de Montréal, d'un point de vue statistique, les écarts avec l'ensemble du Québec ne sont pas considérés comme significatifs, au seuil de 5 %.

Tableau 1 Proportion (%) de personnes en situation d'insécurité alimentaire, Laval, RMR de Montréal, ensemble du Québec et ensemble du Canada, 2022 et 2023

Région	2022 (%)	2023 (%)	Variation (pp.)
Laval	17,4	26,3	+ 8,9
RMR de Montréal	17,7	22,3	+ 4,6
Ensemble du Québec	15,7	19,8	+ 4,1
Ensemble du Canada	22,9	25,5	+ 2,6

pp. : point de pourcentage

Source : Statistique Canada. Enquête canadienne sur le revenu (ECR), 2022 et 2023.

Le taux d'insécurité alimentaire à Laval s'élève à 26,3 % en 2023. On estime qu'environ 122 000 personnes lavalloises vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire en 2025, dont 82 000 en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave.



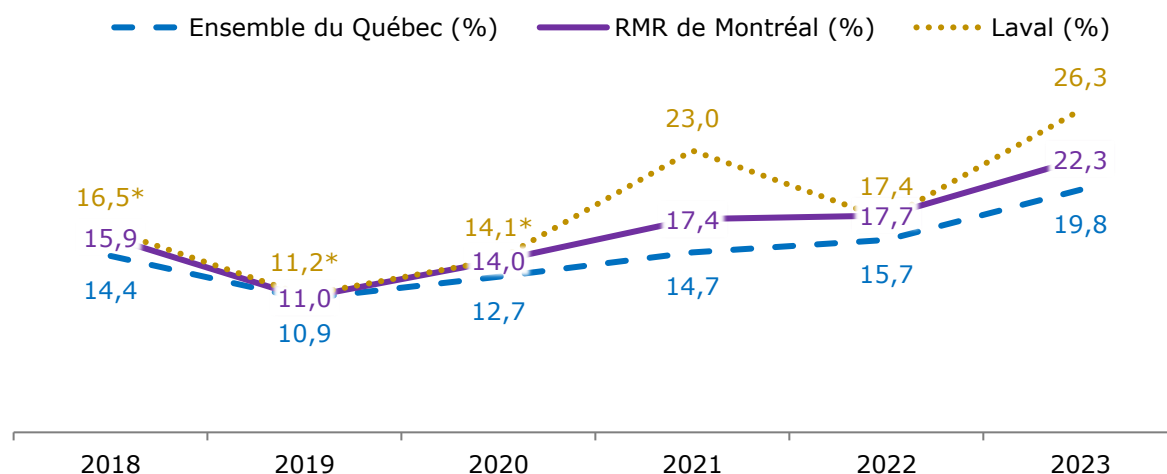
Personnes lavalloises vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire en 2025

(ISQ et MSSS, 2025; Statistique Canada, 2025a;)



À Laval, les fluctuations observées s'expliquent probablement par l'effet des petits nombres, ce qui entraîne une courbe irrégulière et invite à la prudence dans l'interprétation. En revanche, à l'échelle provinciale, la taille plus importante de l'échantillon permet de dégager une tendance claire et constante à la hausse.

Graphique 1 Proportion (%) de personnes en situation d'insécurité alimentaire, Laval, RMR de Montréal et ensemble du Québec, 2018 à 2023



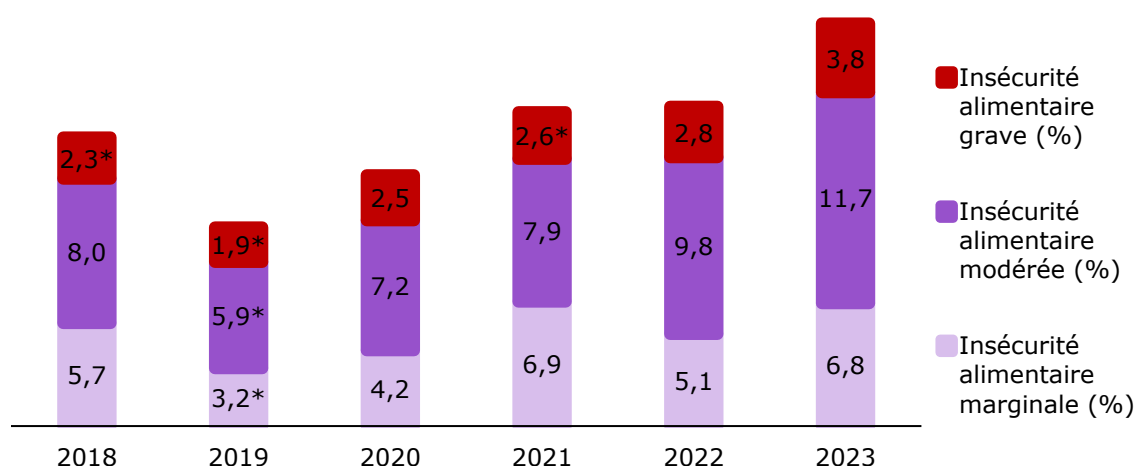
* Coefficient de variation supérieur à 16,0 % et inférieur ou égal à 33,3 %. La valeur doit être interprétée avec prudence.

Source : Statistique Canada. Enquête canadienne sur le revenu (ECR), 2018 à 2023.

Insécurité alimentaire modérée ou grave

Le taux d'insécurité alimentaire modérée ou grave combiné à Laval s'élève à 17,7 % en 2023. Au niveau de la RMR de Montréal (données présentées au graphique 2) et de l'ensemble du Québec, les taux sont respectivement de 15,5 % et de 13,5 %. La hausse observée par rapport à 2018 est davantage observée aux niveaux modéré et grave.

Graphique 2 Proportion (%) de personnes en situation d'insécurité alimentaire selon le niveau d'insécurité alimentaire, RMR de Montréal, 2018 à 2023



* Coefficient de variation supérieur ou égal à 16,0 % et inférieur à 33,3 %. La valeur doit être interprétée avec prudence.

Source : Statistique Canada. Enquête canadienne sur le revenu (ECR), 2018 à 2023.



DIVERSITÉ ET INÉGALITÉS SOCIALES

Au-delà des chiffres globaux, il importe de comprendre comment l'insécurité alimentaire varie selon certains déterminants, notamment les caractéristiques sociodémographiques et les inégalités sociales. À cet égard, un déterminant de la sécurité alimentaire est défini comme étant « tout ce qui l'influence, c'est-à-dire des facteurs de risque ou de protection que l'on peut associer statistiquement à l'insécurité alimentaire » (Pageau et al., 2008).

Les facteurs présentés dans cette section sont les suivants : le sexe⁵, l'âge, le type de famille économique, le type de logement, le statut d'immigration, le statut de minorité visible, le niveau de scolarité et le niveau de revenu.

En raison de la taille restreinte de l'échantillon lavallois, les données sont présentées ici à l'échelle de la RMR ou, lorsque nécessaire, à celle du Québec, selon le niveau de précision disponible.

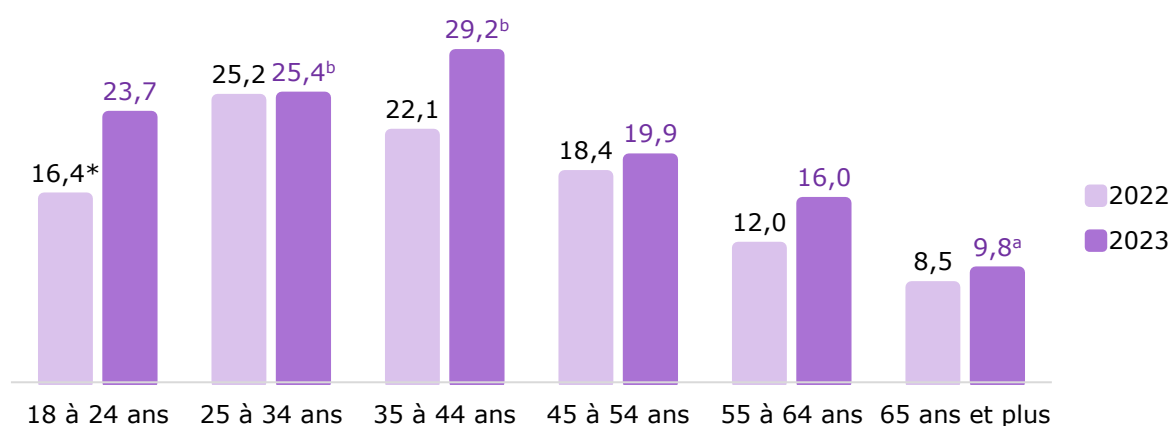
Selon le sexe

En 2023, l'insécurité alimentaire, toutes formes confondues, touche de manière relativement comparable les femmes (23,3 %) et les hommes (21,3 %) dans la RMR de Montréal. Le constat est le même sur le plan de l'insécurité alimentaire modérée ou grave, que l'on observe à 16,1 % chez les femmes et 14,9 % chez les hommes. Depuis 2019, la hausse de l'insécurité alimentaire est observée tant chez les hommes que chez les femmes.

Selon l'âge (18 ans et plus)

Au sein de la RMR de Montréal, en 2023, la proportion de personnes en situation d'insécurité alimentaire est significativement plus élevée chez les 35 à 44 ans (29,2 %) et les 25 à 34 ans (25,4 %), comparativement aux groupes des 55 à 64 ans (16,0 %) et des 65 ans et plus (9,8 %) (graphique 3).

Graphique 3 Proportion (%) de personnes en situation d'insécurité alimentaire selon l'âge, 18 ans et plus, RMR de Montréal, 2022 et 2023



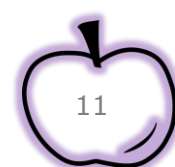
* Coefficient de variation supérieur ou égal à 16,0 % et inférieur à 33,3 %. La valeur doit être interprétée avec prudence.

^a : Valeur significativement inférieure à tous les autres groupes d'âge, au seuil de 5 %.

^b : Valeur significativement supérieure aux groupes des 55 à 64 ans et des 65 ans et plus, au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada. Enquête canadienne sur le revenu (ECR), 2022 et 2023.

5. Fait référence au sexe à la naissance.



Les personnes de 65 ans et plus

La proportion de personnes en situation d'insécurité alimentaire est nettement plus faible chez les personnes de 65 ans et plus (9,8 %). Néanmoins, **rappelons que le MESAM mesure uniquement l'insécurité alimentaire liée à des ressources financières limitées, sans tenir compte des limitations physiques ou cognitives.** Il est donc possible que l'enquête sous-estime, en particulier chez les 65 ans et plus, certaines formes d'insécurité alimentaire.



Source : CASAL

L'insécurité alimentaire chez les enfants (moins de 18 ans)

Dans cette section, nous présentons d'abord l'insécurité alimentaire des enfants au niveau du ménage, puis celle vécue personnellement par ceux-ci. Cette présentation particulière permet de mettre en évidence que, dans les ménages avec un ou des enfants, les parents favorisent probablement la sécurité alimentaire de leurs enfants avant la leur.

L'insécurité alimentaire chez les enfants est un sujet préoccupant et un enjeu majeur de santé publique. Malgré l'augmentation des subventions gouvernementales depuis 2018, les données disponibles indiquent qu'il n'y a pas eu de réduction de l'insécurité alimentaire des enfants (Banques alimentaires du Québec, 2025a; Gouvernement du Canada, 2025; Statistique Canada, 2025a).

Au niveau du ménage

En 2023, près d'un enfant sur trois (32,1 %) vit dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire à Laval. Selon cette proportion, on estime à environ 29 000 le nombre d'enfants lavallois dans ces ménages en 2025, comparativement à 19 000 estimés en 2024 (Labranche et al., 2024). Cette situation ne signifie pas nécessairement une privation directe pour l'enfant, puisque dans environ le tiers de ces ménages, l'insécurité alimentaire toucherait uniquement les adultes. On peut attribuer cette réalité au fait que les familles cherchent d'abord à assurer la sécurité alimentaire des enfants. Toutefois, ces derniers demeurent exposés à des effets indirects sur leur santé et leur bien-être, ce qui souligne l'importance de suivre attentivement cette réalité.



Enfants lavallois vivant dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire en 2025

(ISQ et MSSS, 2025; Statistique Canada, 2025a;



Au niveau de l'enfant

En 2022⁶, un enfant sur sept (12,8 %) dans la RMR de Montréal a vécu **personnellement** une situation d'insécurité alimentaire. De plus, lors de la même enquête, un enfant sur douze (8,8 %) de la RMR de Montréal a vu son alimentation compromise ou réduite en raison d'un manque de ressources financières (Statistique Canada, 2025a).

Selon les dernières données et tendances observées, on estime qu'en 2025, entre 15 000 et 21 000 enfants lavallois pourraient vivre personnellement une situation d'insécurité alimentaire. Comme ces estimations sont établies à partir de données antérieures, elles doivent être interprétées avec prudence. Les nouvelles données de l'ECR, attendues en 2026, viendront préciser ce nombre.



source : CASAL





Enfants lavallois confrontés personnellement à une situation d'insécurité alimentaire en 2025

(ISQ et MSSS, 2025; Statistique Canada, 2025a;)

En 2022⁷, les enfants de la RMR de Montréal qui vivent dans une famille monoparentale (27,5 %) ainsi que ceux qui ont un statut de minorité visible (18,0 %) sont davantage à risque d'être personnellement confrontés à une situation d'insécurité alimentaire.

Tableau 2 Proportion (%) des enfants ayant vécu personnellement une situation d'insécurité alimentaire selon certaines caractéristiques sociodémographiques, RMR de Montréal, 2022

Selon certaines caractéristiques sociodémographiques		2022 (%)
Selon le type de famille		
Enfants dans une famille monoparentale		27,5
Enfants dans une famille de type couple avec enfant		9,7
Selon le statut de minorité visible		
Enfants ayant un statut de minorité visible		18,0
Enfants n'ayant pas un statut de minorité visible		9,7

Source : Statistique Canada. Enquête canadienne sur le revenu (ECR), 2022.

6. Les données pour 2023 devraient être disponibles en 2026.

7. Idem.



Selon le type de famille économique

Les données de l'ECR 2023 illustrent que certains types de familles économiques^{8,9} sont plus à risque d'insécurité alimentaire au Québec. C'est le cas en particulier des familles monoparentales (37,8 %), lesquelles sont significativement plus à risque par rapport à l'ensemble de la population québécoise. Ce constat est davantage observé lorsque le parent est une femme (40,2 %).

Les personnes de moins de 65 ans vivant seules ou en colocation¹⁰ présentent également un risque significativement plus élevé d'insécurité alimentaire (27,7 %) comparativement à l'ensemble de la population québécoise. Ce constat est, encore une fois, plus marqué chez les femmes (32,1 %).

Tableau 3 Proportion (%) de personnes en situation d'insécurité alimentaire selon le type de famille, ensemble du Québec, 2023

Type de famille économique	2023 (%)
Couples sans enfant	14,9
Couples avec enfants	23,7
Familles monoparentales	37,8
Familles monoparentales où le parent est un homme	29,3*
Familles monoparentales où le parent est une femme	40,2
Personnes hors famille économique	22,6
Personnes non âgées hors famille économique	27,7
Hommes non âgés hors famille économique	24,3
Femmes non âgées hors famille économique	32,1
Personnes âgées hors famille économique	10,9
Hommes âgés hors famille économique	11,0
Femmes âgées hors famille économique	10,8

* Coefficient de variation supérieur ou égal à 16,0 % et inférieur à 33,3 %. La valeur doit être interprétée avec prudence.

Source : Statistique Canada. Enquête canadienne sur le revenu (ECR), 2023.

À Laval, les familles monoparentales représentent 17,2 % de l'ensemble des familles. Les secteurs d'aménagement 2 (Pont-Viau, Renaud-Coursol et Laval-des-Rapides) et 3 (Chomedey) comportent une plus grande proportion de familles monoparentales.

(Dumont, 2023)



Source : CASAL

8. Une famille économique est constituée d'un groupe de deux personnes ou plus qui vivent dans le même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance, par union libre, par adoption ou par une relation de famille d'accueil.

9. Une personne hors famille économique est une personne qui vit seule ou avec d'autres personnes avec lesquelles elle n'a aucun lien de parenté, par exemple un colocataire ou un pensionnaire.

10. Fait référence aux personnes de moins de 65 ans hors famille économique.

Selon le type de logement

Selon les dernières données disponibles (ECR, 2022), la prévalence de l'insécurité alimentaire dans la RMR de Montréal se révèle plus élevée, parmi les personnes vivant dans des ménages locataires (30,1 %) que chez celles dans des ménages propriétaires (9,4 %). Par ailleurs, au sein des ménages propriétaires, ceux avec une hypothèque sont proportionnellement plus nombreux à présenter une situation d'insécurité alimentaire (10,6 %) comparativement à ceux sans hypothèque (6,9 %).



À Laval, 33,4 % des ménages sont locataires. Le secteur d'aménagement 2 (Pont-Viau, Renaud-Coursol et Laval-des-Rapides) ainsi que le secteur d'aménagement 3 (Chomedey) présentent les proportions les plus élevées.

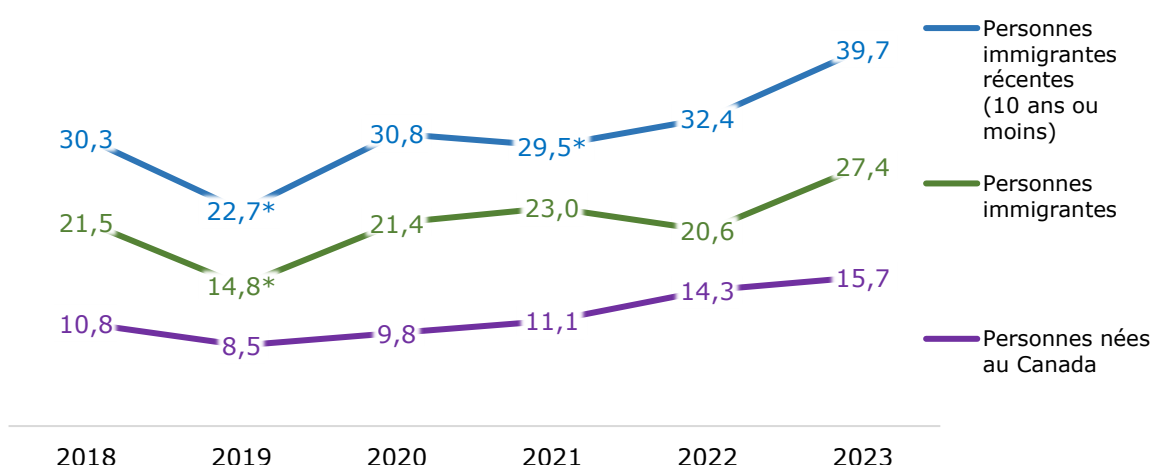
(Dumont, 2023)

Selon le statut d'immigration

L'ECR 2023 met en évidence que dans la RMR de Montréal, les personnes immigrantes (27,4 %) sont significativement plus à risque d'être en situation d'insécurité alimentaire que celles nées au Canada (15,7 %). La proportion de personnes en situation d'insécurité alimentaire est particulièrement élevée (39,7 %) parmi les personnes ayant immigré dans les 10 dernières années. La proportion chez ce dernier groupe a d'ailleurs augmenté de 9,4 points de pourcentage depuis 2018.



Graphique 4 Proportion (%) de personnes de 15 ans et plus en situation d'insécurité alimentaire selon le statut d'immigration, RMR de Montréal, 2018 à 2023



* Coefficient de variation supérieur ou égal à 16,0 % et inférieur à 33,3 %. La valeur doit être interprétée avec prudence.

Source : Statistique Canada. Enquête canadienne sur le revenu (ECR), 2018 à 2023.



Selon les dernières données disponibles (2022), le revenu médian des personnes immigrantes au Québec varie considérablement (Statistique Canada, 2024b). Les personnes immigrantes admises pour des raisons économiques¹¹ ont généralement un revenu plus élevé, tandis que les personnes réfugiées ont un revenu plus faible. Les personnes immigrantes qui ne parlent ni le français ni l'anglais et les personnes ayant fait une demande d'asile qui n'ont pas de permis de travail ont des revenus considérablement plus faibles (Statistique Canada, 2024b; 2024c).

En général, le revenu total médian des personnes immigrantes tend à augmenter avec la durée de leur résidence. Ce constat est plus nuancé pour les personnes ne parlant ni le français ni l'anglais, ainsi que pour les personnes réfugiées : leur revenu médian demeure globalement nettement inférieur à celui des autres personnes immigrantes (Statistique Canada, 2024b; 2024c).

À Laval, 31,5 % de la population est composée de personnes immigrantes, comparativement à 14,6 % dans l'ensemble du Québec. Laval se distingue de l'ensemble du Québec par une part plus importante de sa population immigrante composée de personnes réfugiées (22,2 % c. 17,2 %) et une part moindre de personnes immigrantes économiques (49,7 % c. 54,7 %).

Les secteurs 3 (Chomedey) et 2 (Pont-Viau, Renaud-Coursol, Laval-des-Rapides) ont des proportions plus élevées de personnes immigrantes. Enfin, près de deux personnes réfugiées sur cinq (38,9 %), à Laval, demeurent dans le secteur Chomedey.

(Dumont, 2023)

Selon le statut de minorité visible

Selon les données de l'ECR 2023, les personnes de la RMR de Montréal ayant un statut de minorité visible sont significativement plus à risque de vivre dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire (35,0 %) que celles dont le statut est différent (16,0 %).

À Laval, 32,7 % de la population a un statut de minorité visible. Les secteurs 3 (Chomedey) et 2 (Pont-Viau, Renaud-Coursol, Laval-des-Rapides) ont des proportions plus élevées de personnes issues de minorités visibles.

(Dumont, 2023)

11. Personne immigrante sélectionnée en raison de ses compétences et de sa capacité à contribuer à une activité économique du pays d'accueil.

Selon le niveau de scolarité

Parmi les adultes ayant répondu à l'ECR 2022, 21,8 % de ceux n'ayant pas terminé leurs études secondaires vivaient dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire au cours des 12 mois précédant l'enquête. En comparaison, la proportion est de 15,3 % pour ceux ayant complété ce niveau d'études. De plus, parmi les personnes détenant un diplôme ou un certificat universitaire, la proportion de celles qui ont vécu une situation d'insécurité alimentaire est encore plus faible, à 14,7 %.

À Laval, environ une personne sur dix (10,9 %) âgée de 25 à 64 ans ne possède pas de diplôme d'études secondaires. Les secteurs 3 (Chomedey) et 2 (Pont-Viau, Renaud-Coursol, Laval-des-Rapides) affichent les proportions les plus élevées de personnes sans diplôme d'études secondaires (Dumont, 2023).

Avoir terminé des études secondaires est associé à une moins grande prévalence d'insécurité alimentaire.

(Statistique Canada, 2025a)



AUTRES CARACTÉRISTIQUES ASSOCIÉES À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Selon certains indicateurs de santé

Les données présentées dans cette section concernent l'ensemble du Québec et sont tirées de l'ESCC 2019-2020 (Statistique Canada, 2024a).

Selon Sharanjit Uppal dans *L'insécurité alimentaire chez les familles canadiennes* (2023), l'insécurité alimentaire est associée à plusieurs problèmes de santé physique et mentale.

Les données de l'ESCC 2019-2020 tendent à confirmer ce phénomène chez les personnes québécoises de 12 ans et plus sur le plan des troubles de l'anxiété et de l'humeur, de même que sur le plan de la perception de leur santé.



Troubles de l'anxiété et de l'humeur

L'ESCC permet de constater que les personnes qui vivent en situation d'insécurité alimentaire présentent une prévalence plus élevée de certains troubles de santé mentale. C'est notamment le cas des troubles de l'anxiété (21,1 % c. 7,4 %) et des troubles de l'humeur (17,0 % c. 4,9 %).

Perception de sa santé

Les données de l'enquête révèlent également que les personnes en situation d'insécurité alimentaire sont proportionnellement plus nombreuses à percevoir leur état de santé comme étant passable ou mauvais (18,1 % c. 7,4 %).

Selon certaines habitudes de vie

Les données présentées dans cette section concernent l'ensemble du Québec et sont tirées de l'ESCC 2019-2020 (Statistique Canada, 2024a).

Au sein de la population québécoise âgée de 18 ans et plus, des écarts dans les proportions de personnes en situation d'insécurité alimentaire sont observés selon certaines habitudes de vie.



Tabagisme

Au Québec, 34,3 % des personnes en situation d'insécurité alimentaire déclarent fumer, comparativement à 14,6 % parmi celles en situation de sécurité alimentaire.



Consommation de cannabis

Au cours des 12 derniers mois, 26,8 % des personnes en situation d'insécurité alimentaire ont consommé du cannabis, comparativement à 15,5 % parmi celles en situation de sécurité alimentaire.

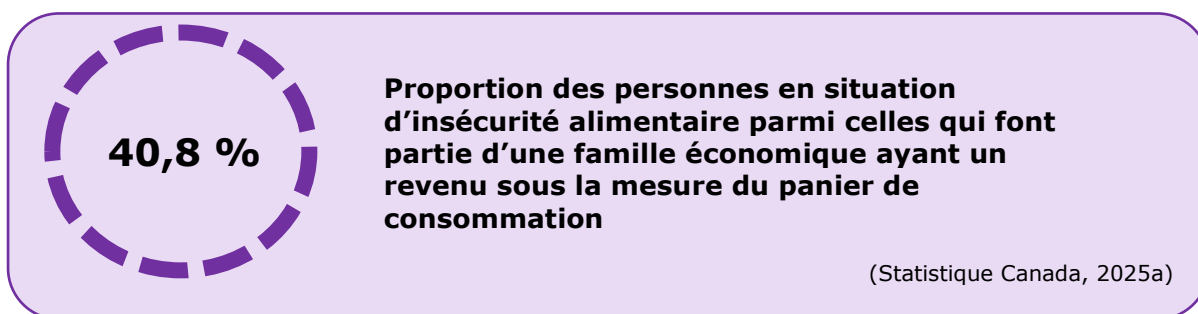


Consommation d'alcool régulière

Contrairement au tabagisme et à la consommation de cannabis, la consommation d'alcool régulière est proportionnellement moins répandue chez les personnes en situation d'insécurité alimentaire (82,9 %) que chez celles en situation de sécurité alimentaire (89,3 %).

FACTEURS ÉCONOMIQUES

Les données présentées dans cette section aident à mieux comprendre les facteurs économiques affectant le risque d'insécurité alimentaire.



Selon la mesure de faible revenu (MFR) après impôt¹² (ménage¹³)

Dans la RMR de Montréal, les personnes dont le revenu du ménage est inférieur à la mesure de faible revenu après impôt présentent un risque accru d'insécurité alimentaire (37,3 %), comparativement à ceux dont le revenu est supérieur (15,1 %).

Selon les données du recensement (Dumont, 2023), 8,7 % des personnes lavalloises vivent dans un ménage avec un revenu sous la MFR après impôt. Les personnes seules sont nettement plus à risque d'avoir un revenu sous la MFR après impôt (28,5 %). Les proportions sont plus élevées parmi les personnes qui résident dans les secteurs d'aménagement 3 (Chomedey) et 2 (Pont-Viau, Renaud-Coursol, Laval-des-Rapides).

Selon la mesure du panier de consommation (MPC)¹⁴ (famille économique)

Les personnes vivant dans une famille ayant un revenu disponible sous la MPC au sein de la RMR de Montréal sont plus à risque d'être en situation d'insécurité alimentaire (40,8 %) que celles dont le revenu est supérieur à la MPC (15,6 %) (Dumont, 2023).



Source : CASAL

12. La mesure de faible revenu après impôt (MFR-ApI) désigne un pourcentage fixe (50 %) de la médiane du revenu après impôt rajusté des ménages privés. Cette mesure témoigne du pouvoir d'achat des ménages après impôt (Statistique Canada, 2022a).

13. Le terme « ménage » réfère à une personne ou à un groupe de personnes qui occupent le même logement et n'ont pas de domicile habituel ailleurs au Canada ou à l'étranger.

14. La mesure du panier de consommation (MPC) est la mesure officielle de la pauvreté au Canada. Elle est fondée sur le coût d'un panier de biens et de services qui correspond à un niveau de vie modeste et de base. La mesure de revenu utilisée est celle du revenu disponible de la famille économique ou d'une personne hors famille économique (Statistique Canada, 2022b).

LE REVENU DISPONIBLE

Selon Statistique Canada (2025d), le revenu disponible par ménage au Québec a enregistré une croissance de 26,4 % entre 2018 et 2024, surpassant l'inflation observée dans l'ensemble du Québec (+ 21,9 %) pour la même période. Alors que ces données suggèrent une augmentation du pouvoir d'achat, les données détaillées par quintile de revenu démontrent que cette augmentation du pouvoir d'achat n'est pas répartie également.

De 2018 à 2024, les ménages situés dans le quintile de revenu supérieur ont observé la plus forte augmentation du revenu disponible en dollars (+ 62 813 \$) et en pourcentage relatif (+ 42,3 %). En comparaison, les ménages dont le revenu se situe dans le quintile inférieur ont connu une hausse de leur revenu disponible en dollars presque dix fois moindre (+ 6 577 \$) malgré une augmentation relative de 28,9 %. Les ménages se situant dans le troisième quintile ont vu leur pouvoir d'achat diminuer de façon importante : leur revenu disponible a crû de 16,7 %, une hausse nettement inférieure à l'inflation.

Tableau 4 Revenu disponible par ménage, ensemble du Québec, 2018 et 2024

	2018 (\$)	2024 (\$)	Variation (\$)	Variation (%)
Quintile de revenu inférieur	22 730	29 307	+ 6 577	+ 28,9
Deuxième quintile de revenu	48 858	61 156	+ 12 298	+ 25,2
Troisième quintile de revenu	65 579	76 562	+ 10 983	+ 16,7
Quatrième quintile de revenu	90 212	109 708	+ 19 496	+ 21,6
Quintile de revenu supérieur	148 654	211 467	+ 62 813	+ 42,3
Tous les ménages	64 795	81 882	+ 17 087	+ 26,4

Source : Statistique Canada. Tableau : 36-10-0588-01, Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, revenu, consommation et épargne, Canada, provinces et territoires, annuel, 2018 à 2024.

Globalement, l'écart de revenu disponible entre les ménages du quintile supérieur (les plus riches) et les autres quintiles a augmenté considérablement entre 2018 et 2024. Le revenu disponible chez les ménages du quintile inférieur demeure très nettement inférieur à celui des autres groupes. De plus, une baisse du revenu disponible par habitant au sein du quintile inférieur est constatée depuis 2022, soit depuis la fin des programmes de soutien financier dans le contexte de la pandémie de COVID-19 (annexe, tableau A1).



Les dépenses des ménages

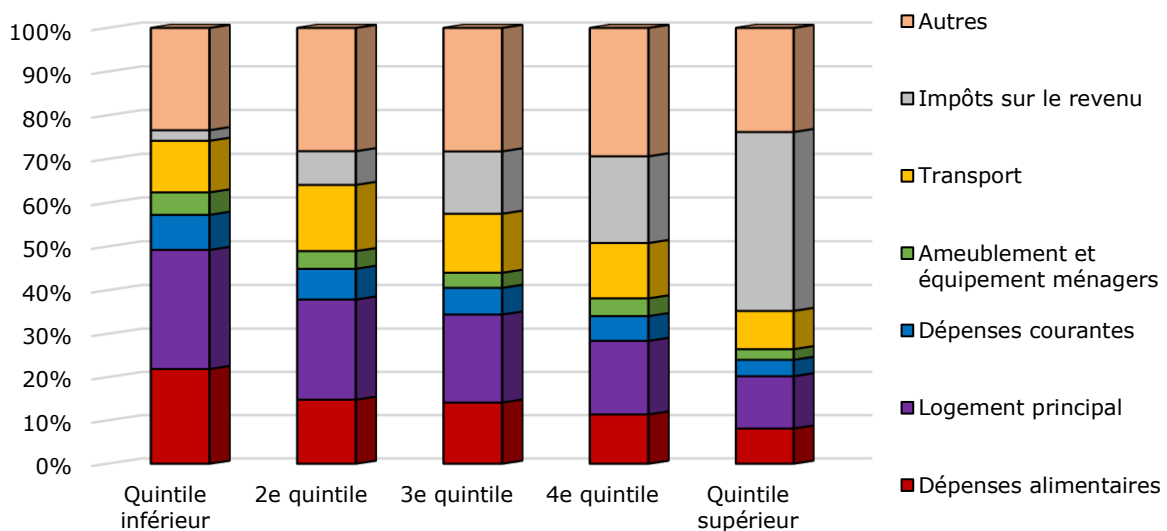
Selon l'Enquête sur les dépenses des ménages de Statistique Canada (2025b), les dépenses alimentaires (11,6 %) occupent le troisième rang des dépenses moyennes par ménage au Québec, derrière les impôts sur le revenu (25,4 %) et le logement principal (16,9 %).



Toutefois, la répartition des dépenses des ménages varie considérablement en fonction du revenu. Selon les dernières données disponibles, les dépenses pour le logement principal représentent 27,4 % du budget des ménages au sein du quintile des ménages ayant les revenus les plus faibles, alors que les dépenses en alimentation représentent 21,9 %.

Les hausses du prix des aliments et du logement ont un impact disproportionné sur les ménages à faible revenu, pour qui ces postes de dépenses représentent une part plus importante du budget. Le graphique 5 illustre cette réalité : la part des dépenses associées au logement et à l'alimentation est plus élevée au sein des quintiles de revenu inférieurs et celle-ci diminue avec l'augmentation du revenu.

Graphique 5 Répartition (%) des dépenses des ménages selon le quintile de revenu, par catégories, ensemble du Québec, 2023

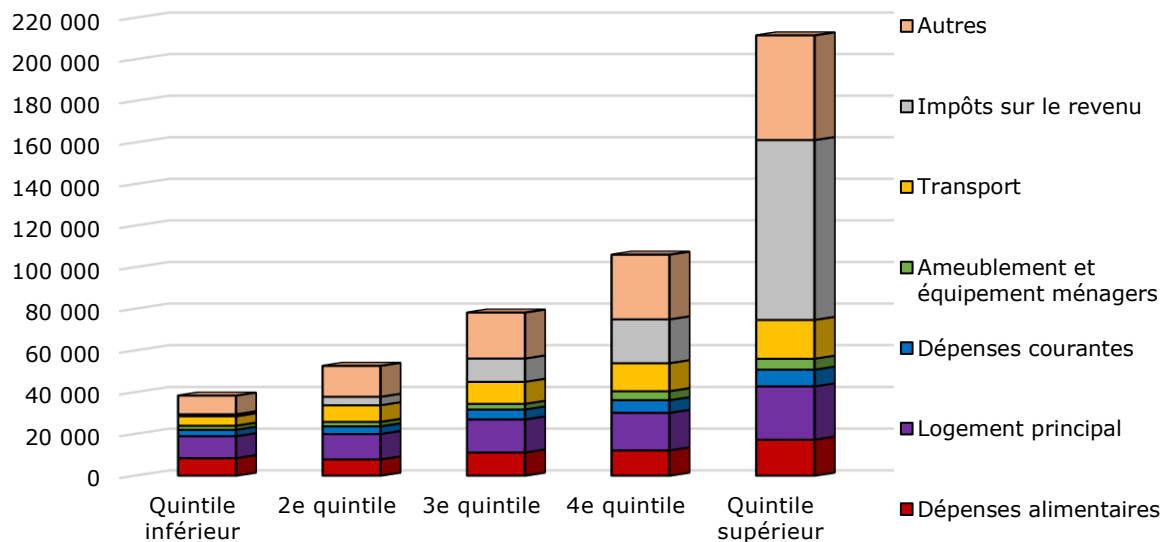


Note : Les dépenses courantes incluent : communications, dépenses pour animaux domestiques, produits et équipement de nettoyage, articles en papier, en plastique et en aluminium, fourniture de jardinage et autres services, garde d'enfants.

Source : Statistique Canada. Tableau : 11-10-0223-01, Dépenses des ménages selon le quintile de revenu du ménage, Canada, régions et provinces, 2023.

Bien que les ménages ayant les revenus les plus faibles accordent une plus grande part de leurs dépenses à l'alimentation, ils dépensent moins en dollars comparativement aux autres groupes. Ainsi, les ménages du quintile inférieur (8 395 \$) dépensent annuellement 2 919 \$ de moins pour l'alimentation que la moyenne de tous les ménages (11 314 \$).

Graphique 6 Dépenses en dollars des ménages selon le quintile de revenu, par catégories, ensemble du Québec, 2023



Note : Les dépenses courantes incluent : communications, dépenses pour animaux domestiques, produits et équipement de nettoyage, articles en papier, en plastique et en aluminium, fourniture de jardinage et autres services, garde d'enfants.

Source : Statistique Canada. Tableau : 11-10-0223-01, Dépenses des ménages selon le quintile de revenu du ménage, Canada, régions et provinces, 2023.



L'inflation

Parmi les facteurs expliquant l'augmentation de l'insécurité alimentaire depuis 2019, l'inflation observée au Québec en 2021 (3,8 %), 2022 (6,7 %) et 2023 (4,5 %) est certainement en partie responsable. L'inflation a été particulièrement élevée pour les deux principaux postes de dépenses des ménages à faible revenu en 2022 et 2023, soit l'alimentation et le logement (ISQ, 2025a).

Tableau 5 Indice des prix à la consommation (IPC), moyennes annuelles pour certaines catégories, Québec, 2018 à 2024 (2002=100)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2018-2024 (%)
Ensemble de toutes les catégories¹⁵	129,0	131,7	132,8	137,8	147,0	153,6	157,2	+ 21,9 %
Aliments	145,1	149,4	153,2	157,1	171,6	185,8	189,5	+ 30,6 %
Aliments achetés en magasin	141,7	145,6	149,3	152,0	166,6	180,4	183,1	+ 29,2 %
Aliments achetés au restaurant	153,6	158,8	163,0	169,6	183,7	198,7	204,9	+ 33,4 %
Logement	133,0	135,6	137,6	142,1	150,8	160,2	170,5	+ 28,2 %
Logement locatif	119,1	121,3	122,8	126,2	130,8	138,4	149,9	+ 25,9 %
Logement en propriété	139,1	143,0	147,0	152,3	162,2	174,5	185,3	+ 33,2 %

Source : ISQ. Indice des prix à la consommation (IPC), produits et groupes de produits, Québec, moyennes annuelles (2002=100) Québec, 2018 à 2024.

- Au cours des six dernières années, l'indice des prix à la consommation est passé de 129,0 à 157,2, soit une augmentation de 21,9 %.
- L'inflation a été particulièrement élevée pour les aliments (+ 30,6 %) et le logement (+ 28,2 %).
- Le prix des aliments achetés au restaurant (+ 33,4 %) a crû plus rapidement que celui des aliments achetés en magasin (+ 29,2 %).
- L'inflation sur le plan du logement locatif, le principal type de logement des personnes ayant recours au dépannage alimentaire, a progressé de 25,9 %, alors qu'une croissance des prix plus importante a été constatée pour le logement en propriété (+ 33,2 %).

15. Pour consulter la liste de toutes les catégories, veuillez-vous référer au <https://statistique.quebec.ca/fr/document/indice-prix-consommation-ipc>.



De janvier 2018 à septembre 2025, l'indice des prix des logements neufs (maison et terrain) a augmenté de façon plus significative au Québec (+ 45,5 %) que dans l'ensemble du Canada (+ 18,8 %).

(Statistique Canada, 2025c)

Perspective 2026

L'insécurité alimentaire étant associée à l'inflation (Polsky, 2024), il serait cohérent qu'elle demeure élevée en 2026.

Selon les données de l'IPC de novembre 2025 (ISQ, 2025b), les prix des aliments ont enregistré une croissance annuelle de 4,2 %, tandis que ceux du logement ont augmenté de 5,5 % à l'échelle du Québec. La hausse est particulièrement marquée pour le logement locatif, avec une progression de 8,0 % par rapport à novembre 2024.



L'effet 2020

En 2020, le revenu disponible par habitant a fait un bond important, autant à Laval (+ 8,3 %) que dans l'ensemble du Québec (+ 7,8 %). Cette hausse du revenu disponible par habitant coïncide avec la baisse de l'insécurité alimentaire observée entre 2019 et 2021.

Les données de l'ISQ démontrent que cette augmentation du revenu est presque en totalité attribuable à l'augmentation des transferts courants reçus de l'administration publique fédérale, comme les prestations d'urgence liées à la COVID-19, les prestations de relance économique et les prestations d'assurance-emploi.

Ces données soutiennent l'hypothèse selon laquelle les prestations gouvernementales contribuent significativement à réduire l'insécurité alimentaire.

(ISQ, 2024)



DÉPANNAGE ALIMENTAIRE

« Le Bilan-Faim est une enquête annuelle consolidant des données socio-économiques colligées auprès de plus de 1 400 organismes communautaires permettant de brosser un portrait de l'insécurité alimentaire au Québec » (Banques alimentaires du Québec, 2025a). Les données présentées par Banques alimentaires du Québec (BAQ) dans le rapport annuel *Bilan-Faim* **concernent les mois de mars de chaque année.**

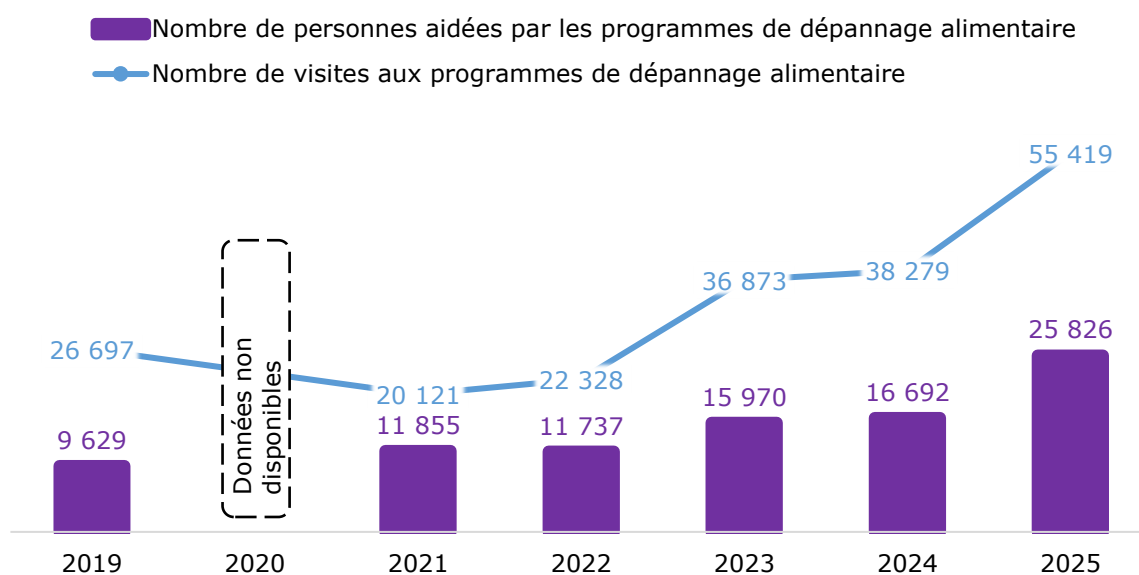
Le Centre de bénévolat et Moisson Laval

En mars 2025, le Centre de bénévolat et Moisson Laval a aidé 25 826 personnes différentes via le programme de dépannage alimentaire. Ce nombre représente une augmentation de 54,7 % par rapport à l'année précédente (16 692 personnes). Dans l'ensemble du Québec, les données recueillies auprès des membres affiliés au réseau des Banques alimentaires du Québec démontrent qu'il y a eu 355 637 personnes différentes aidées via les programmes de dépannage alimentaire, une augmentation de 11,1 % par rapport à mars 2024.



Le nombre de visites aux services de dépannage alimentaire à Laval a quant à lui augmenté de 44,8 %, atteignant 55 419 visites en mars 2025. Les données du rapport démontrent que la hausse de la demande pour des services de dépannage alimentaire observée en 2023 et 2024 s'est poursuivie en 2025.

Graphique 7 Nombre de personnes uniques aidées et nombre de visites aux services de dépannage alimentaire, Laval, mars 2019, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025

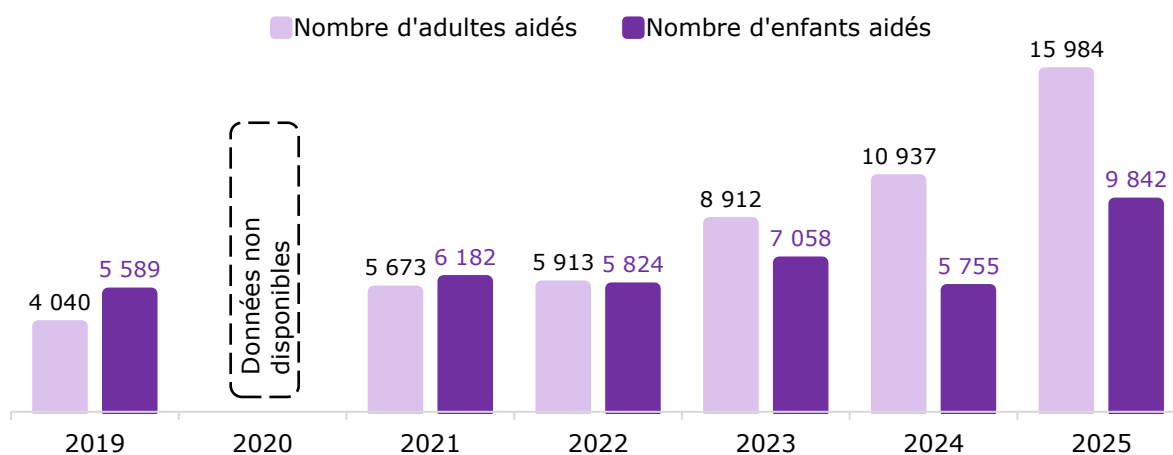


Note : En raison du contexte de la pandémie de COVID-19, les données ne sont pas disponibles pour l'année 2020.

Source : Banques alimentaires du Québec (BAQ). *Bilan-Faim Québec*, 2019 à 2025.

Les services de dépannage alimentaire à Laval viennent en majorité en aide à des adultes depuis 2022. En mars 2025, ces services ont aidé 15 984 adultes et 9 842 enfants. Alors qu'en 2022, le ratio d'adultes aidés par enfants aidés était de près d'un pour un, en 2025, environ 1,6 adulte est aidé pour chaque enfant aidé.

Graphique 8 Nombre d'enfants aidés et nombre d'adultes aidés par les services de dépannage alimentaire, Laval, mars 2019, 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025



Note : En raison du contexte de la pandémie de COVID-19, les données ne sont pas disponibles pour l'année 2020.

Source : Banques alimentaires du Québec (BAQ). Bilan-Faim Québec, 2019 à 2025.

Composition des ménages

Les ménages¹⁶ ayant eu recours au dépannage alimentaire à Laval en 2025 sont des familles biparentales (33,3 %), des familles monoparentales (28,1 %), des adultes vivant seuls (24,0 %), des couples sans enfant (11,4 %) ou des personnes provenant d'autres types de ménages (3,1 %).

Principale source de revenus

Les principales sources de revenus des ménages lavallois ayant eu recours au dépannage alimentaire sont l'aide sociale (32,9 %), l'emploi (16,3 %), l'assurance-emploi (9,6 %) et les allocations familiales (8,3 %).

Type de logement

Plus de quatre personnes sur dix¹⁷ ayant eu recours à des services de dépannage alimentaire, à Laval, demeurent en logement locatif privé (42,8 %). Une proportion de 15,2 % demeure en logement locatif social, 11,9 % en maison de chambres, 8,6 % dans une habitation appartenant à une bande et 7,8 % en refuge d'urgence. Enfin, 13,7 % des personnes aidées demeurent dans d'autres types de logement.

Mise en garde : Les données concernant la composition des ménages, la principale source de revenus et le type de logement proviennent d'un questionnaire qui est utilisé à la discrétion des organismes offrant des services de dépannage alimentaire. Celui-ci est rempli sur une base volontaire par les bénéficiaires. Les biais possibles étant nombreux, il est nécessaire d'interpréter ces données avec prudence.

16. Sur 6 557 ménages répondants.

17. Sur 5 838 ménages répondants.



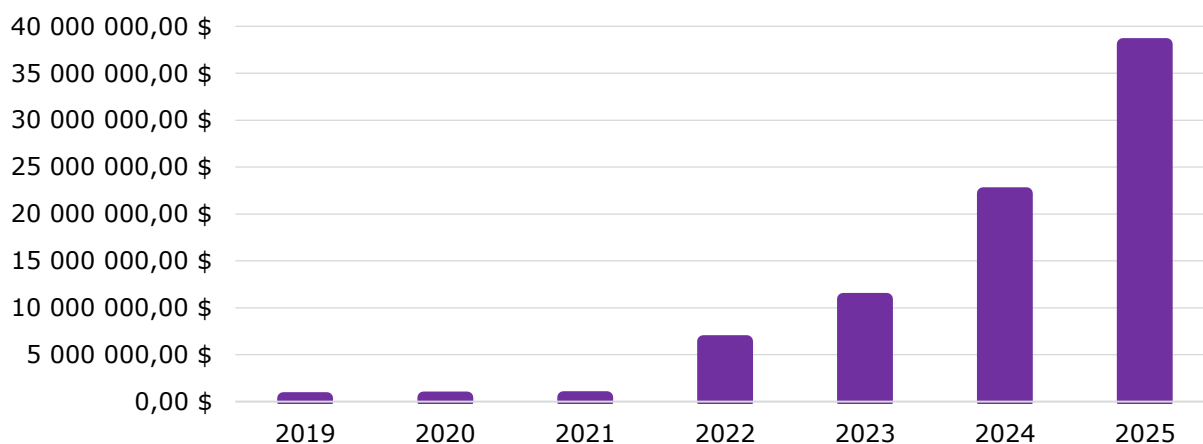
CONTRIBUTION GOUVERNEMENTALE

Au cours des dernières années, le réseau des banques alimentaires du Québec a renforcé ses partenariats, lancé de nouveaux programmes d'approvisionnement, étendu la récupération alimentaire en supermarchés et mobilisé les communautés à travers des campagnes de financement réussies. Néanmoins, le directeur général, Martin Munger, soulignait dans le rapport annuel 2024-2025 la nécessité d'un soutien accru du gouvernement :

« Malgré ces avancées et la générosité de nos donateurs, la pression sur le réseau est telle qu'un soutien accru du gouvernement du Québec est devenu indispensable pour combler l'écart entre la capacité d'approvisionnement et l'explosion des besoins. » (Banques alimentaires du Québec, 2025c).

Les données corroborent les propos de M. Munger : la part des revenus du réseau des banques alimentaires provenant du gouvernement du Québec a connu une progression majeure, passant de 14,3 % en 2019 à 78,2 % en 2025, ce qui témoigne d'une dépendance accrue envers le financement public. Face aux besoins grandissants, les contributions gouvernementales au réseau des banques alimentaires du Québec ont grandement crû, passant de 363 000 \$ en 2019 à un peu moins de 38 100 000 \$ en 2025.

Graphique 9 Contribution du gouvernement du Québec au réseau des banques alimentaires du Québec, 2019 à 2025



Source : Banques alimentaires du Québec (BAQ). États financiers, 2019 à 2025.

« Depuis 2018, le gouvernement du Québec a augmenté de 156 % les enveloppes budgétaires destinées à l'aide alimentaire dans les écoles, passant de 25,45 millions de dollars en 2017-2018 à 65,1 millions en 2024-2025. »

(Gouvernement du Canada, 2025)



ENFANTS FRÉQUENTANT LA MATERNELLE 5 ANS

Selon l'Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle (EQPPEM), 4,8 % des enfants lavallois fréquentant la maternelle 5 ans font partie d'une famille¹⁸ qui a utilisé les services d'une banque alimentaire au cours des 12 mois précédant l'enquête de 2022. Cette proportion est comparable à celle observée dans l'ensemble du Québec (4,1 %).

La proportion d'enfants dont la famille a utilisé les services d'une banque alimentaire est plus élevée parmi ceux dont l'un des deux parents, ou les deux, ne travaillent pas (37,4 %), suivie de ceux nés à l'étranger (24,1 %) et de ceux dont au moins un parent n'a pas obtenu de diplôme d'études secondaires (16,4 %).



Tableau 6 Proportion (%) des enfants de maternelle 5 ans dont la famille a utilisé les services d'une banque alimentaire au cours des 12 mois précédant l'enquête, selon certaines caractéristiques, Laval, 2022

Caractéristiques		%
Lieu de naissance des parents	Au moins un parent né au Canada	2,1*
	Les deux parents ou le parent seul nés à l'extérieur du Canada	8,2 ^a
Lieu de naissance de l'enfant	Enfant né au Canada	3,3
	Enfant né à l'extérieur du Canada	24,1* ^a
Obtention d'un DES par les parents	Les deux parents ou le parent seul ont obtenu un DES	3,6
	Au moins un parent n'a pas obtenu un DES	16,4* ^a
Statut de travail des parents	Les deux parents ou le parent seul travaillent (réf.)	2,5*
	Un des deux parents travaille	10,8* ^b
	Les deux parents ou le parent seul ne travaillent pas	37,4* ^a
Nombre d'enfants dans le ménage	Un ou deux enfants dans le ménage	3,4*
	Trois enfants ou plus dans le ménage	7,2 ^a

Notes : « DES » fait référence à diplôme d'études secondaires.

« réf. » indique que ce groupe est le groupe de référence pour les tests statistiques.

* Coefficient de variation supérieur à 15 % et inférieur ou égal à 25 %. La valeur doit être interprétée avec prudence.

a : Valeur significativement supérieure aux autres groupes de la catégorie, au seuil de 5 %.

b : Valeur significativement supérieure au groupe de référence de la catégorie, au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec. Données de l'Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle (EQPPEM), 2022.

18. Le terme « famille » désigne un groupe de deux personnes ou plus habitant dans le même logement et apparentées par le sang, le mariage, l'union libre, l'adoption ou une relation de famille d'accueil.

Langue le plus souvent parlée à la maison

Au Québec, la proportion d'enfants dont la famille a utilisé les services d'une banque alimentaire est plus élevée chez ceux dont la langue le plus souvent parlée à la maison n'est ni le français ni l'anglais (13,0 %).

Fréquentation d'un service de garde avant la maternelle

La proportion d'enfants dont la famille a utilisé les services d'une banque alimentaire est plus élevée chez ceux n'ayant pas fréquenté un service de garde avant l'entrée à la maternelle¹⁹ (10,9 %).

Déménagement

Les enfants ayant déménagé trois fois ou plus au cours des cinq dernières années présentent un risque accru que leur famille ait eu recours à une banque alimentaire (11,4 %).

Tableau 7 Proportion (%) des enfants de maternelle 5 ans dont la famille a utilisé les services d'une banque alimentaire au cours des 12 mois précédant l'enquête, selon certaines caractéristiques, ensemble du Québec, 2022

Caractéristiques		%
Langue parlée le plus souvent à la maison	Français	3,8
	Anglais	2,8*
	Autres	13,0 ^a
Fréquentation d'un service de garde avant l'entrée à la maternelle	Oui	3,7
	Non	10,9 ^a
Nombre de déménagements dans les cinq dernières années	0 à 2 déménagements	3,7
	3 ou plus déménagements	11,4 ^a
Déménagement depuis le début de l'année scolaire	Non	3,9
	Oui	10,3 ^a

* Coefficient de variation supérieur à 15 % et inférieur ou égal à 25 %. La valeur doit être interprétée avec prudence.

^a : Valeur significativement supérieure aux autres groupes la catégorie, au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec. Données de l'Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle (EQPPEM), 2022.

19. Pendant au moins trois mois avant l'entrée à la maternelle 4 ou 5 ans.



Indices de défavorisation

Les indices de défavorisation permettent de mesurer, dans une certaine limite, la défavorisation des populations à petite échelle géographique (Gamache et al., 2019).

Les enfants québécois fréquentant la maternelle 5 ans dont l'indice régional de défavorisation matérielle et sociale²⁰ indique un niveau très défavorisé présentent des proportions significativement plus élevées (11,8 %) d'utilisation des services d'une banque alimentaire par leur famille.

En résumé, la probabilité qu'une famille ait eu recours à une banque alimentaire au cours des 12 derniers mois augmente avec le niveau de défavorisation de l'indice régional.

Tableau 8 Proportion (%) des enfants de maternelle 5 ans dont la famille a utilisé les services d'une banque alimentaire au cours des 12 mois précédant l'enquête, selon l'indice de défavorisation matérielle et sociale, ensemble du Québec, 2022

Indice de défavorisation matérielle et sociale	%
Quintile 1 (très favorisé)	1,4*
Quintile 2	2,1
Quintile 3	3,7
Quintile 4	5,4
Quintile 5 (très défavorisé)	11,8

Notes : La différence est significative entre chacun des quintiles, au seuil de 5 %.

L'indice de défavorisation présenté est celui du lieu de résidence de l'élève.

* Coefficient de variation supérieur à 15 % et inférieur ou égal à 25 %. La valeur doit être interprétée avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec. Données de l'Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle (EQPPEM), 2022.

20. L'indice de défavorisation matérielle et sociale est basé sur les caractéristiques suivantes : la proportion de personnes de 15 ans et plus sans diplôme d'études secondaires, la proportion de personnes de 15 ans et plus ayant un emploi, le revenu moyen des personnes de 15 ans et plus, la proportion de personnes de 15 ans et plus vivant seules, la proportion de personnes de 15 ans et plus séparées, divorcées ou veuves et la proportion de familles monoparentales.



ACCESSIBILITÉ DE L'OFFRE ALIMENTAIRE

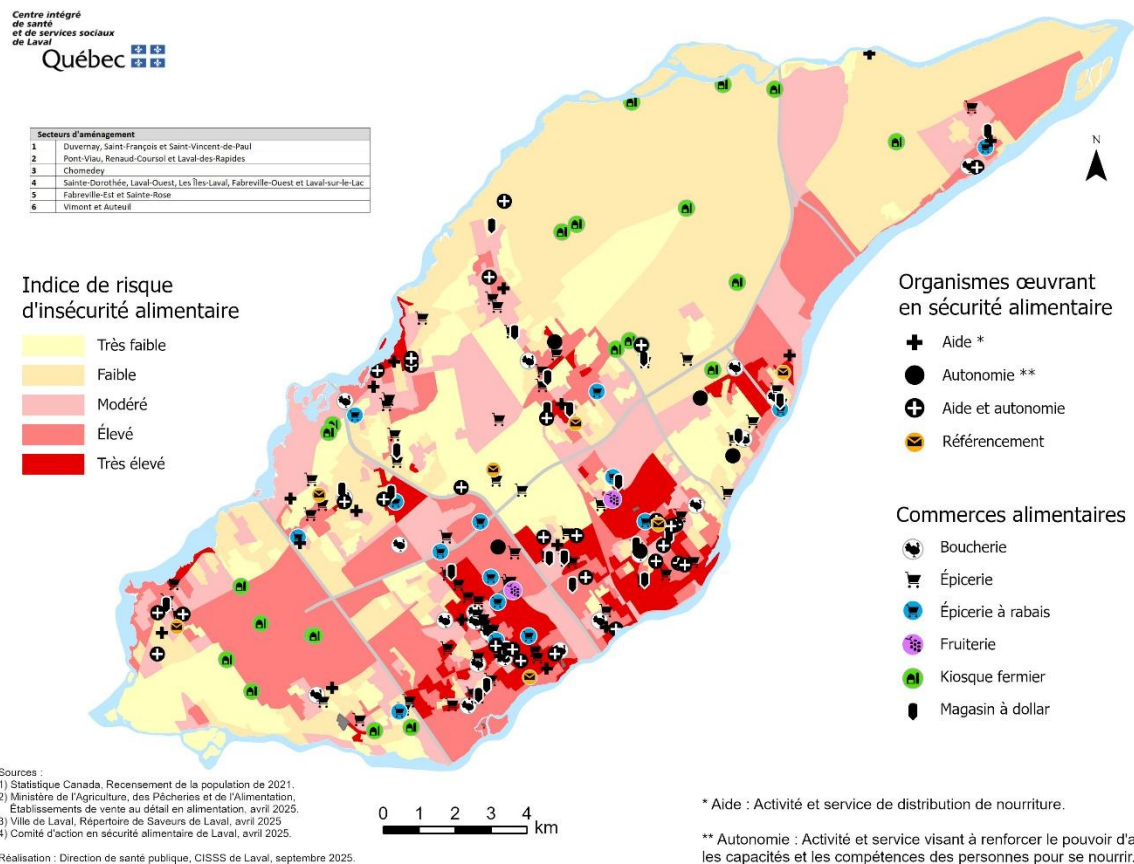
Les prochaines pages illustrent le risque d'insécurité alimentaire ainsi que l'accessibilité de l'offre alimentaire sur le territoire lavallois.

L'indice de risque d'insécurité alimentaire présenté dans les cartes est le résultat d'une analyse en composante principale créée à partir des facteurs sélectionnés : % de familles monoparentales, % de ménages locataires, % de personnes immigrantes récentes (10 ans), % de personnes sans diplôme, % de personnes vivant seules et % de personnes dont le revenu du ménage est sous la mesure de faible revenu après impôts.

Les cartes interactives sont disponibles via ce lien ou ce code QR : [Cartes Laval](#)



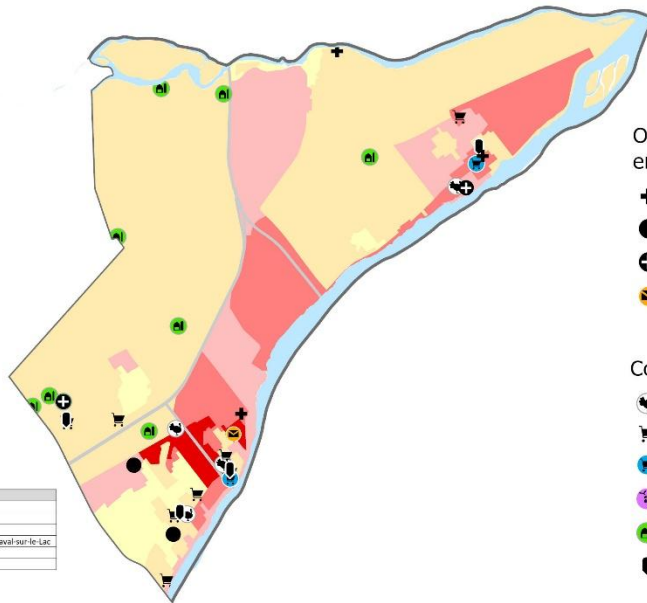
Laval



Secteur d'aménagement 1



Indice de risque d'insécurité alimentaire



Organismes œuvrant en sécurité alimentaire

- + Aide *
- Autonomie **
- ⊕ Aide et autonomie
- 📧 Référencement

Commerces alimentaires

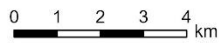
- 🐷 Boucherie
- 🛒 Épicerie
- 🛒 Épicerie à rabais
- 🍇 Fruiterie
- 🌿 Kiosque fermier
- 🏪 Magasin à dollar

Secteurs d'aménagement	
1	Duveroy, Saint-François et Saint-Vincent-de-Paul
2	Pont-Vieux, Renaud-Coursol et Laval-des-Rapides
3	Chomedey
4	Sainte-Dorothée, Laval-Ouest, Les Îles-Laval, Fabreville-Ouest et Laval-sur-le-Lac
5	Fabreville-Est et Sainte-Rose
6	Vimont et Auteuil

Sources :

- 1) Statistique Canada, Recensement de la population de 2021.
- 2) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Établissements de vente au détail en alimentation, avril 2025.
- 3) Ville de Laval, Répertoire de Saveurs de Laval, avril 2025.
- 4) Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval, avril 2025.

Réalisation : Direction de santé publique, CISSS de Laval, septembre 2025.



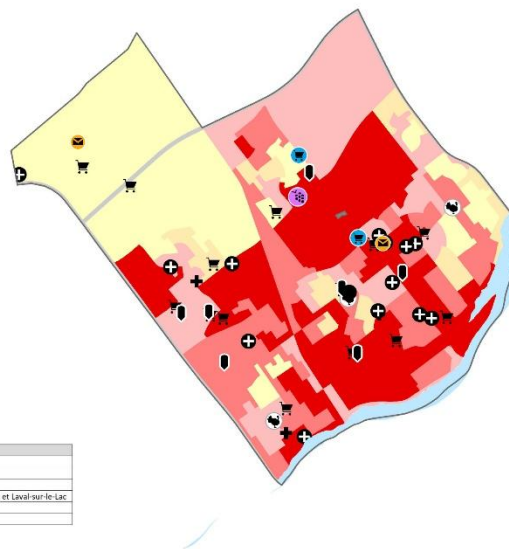
* Aide : Activité et service de distribution de nourriture.

** Autonomie : Activité et service visant à renforcer le pouvoir d'agir, les capacités et les compétences des personnes pour se nourrir.

Secteur d'aménagement 2



Indice de risque d'insécurité alimentaire



Organismes œuvrant en sécurité alimentaire

- + Aide *
- Autonomie **
- ⊕ Aide et autonomie
- 📄 Référencement

Commerces alimentaires

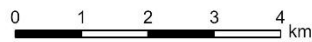
- 🥩 Boucherie
- 🛒 Épicerie
- 🏪 Épicerie à rabais
- 🍇 Fruiterie
- 🌿 Kiosque fermier
- 🏪 Magasin à dollar

Secteurs d'aménagement	
1	Duveroy, Saint-François et Saint-Vincent-de-Paul
2	Pont-Vieux, Renaud-Coursol et Laval-des-Rapides
3	Chomedey
4	Sainte-Dorothée, Laval-Ouest, Les Îles-Laval, Fabreville-Ouest et Laval-sur-le-Lac
5	Fabreville-Est et Sainte-Rose
6	Vimont et Auteuil

Sources :

- 1) Statistique Canada, Recensement de la population de 2021.
- 2) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Établissements de vente au détail en alimentation, avril 2025.
- 3) Ville de Laval, Répertoire de Saveurs de Laval, avril 2025.
- 4) Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval, avril 2025.

Réalisation : Direction de santé publique, CISSS de Laval, septembre 2025.



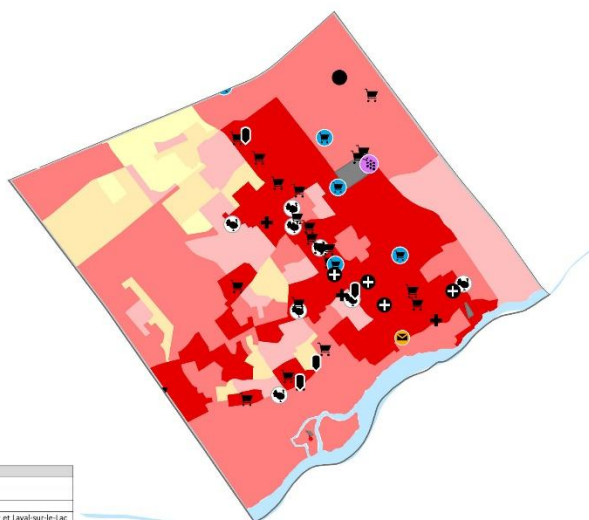
* Aide : Activité et service de distribution de nourriture.

** Autonomie : Activité et service visant à renforcer le pouvoir d'agir, les capacités et les compétences des personnes pour se nourrir.

Secteur d'aménagement 3



Indice de risque d'insécurité alimentaire



Organismes œuvrant en sécurité alimentaire

- Aide *
- Autonomie **
- Aide et autonomie
- Référencement

Commerces alimentaires

- Boucherie
- Épicerie
- Épicerie à rabais
- Fruiterie
- Kiosque fermier
- Magasin à dollar

Secteurs d'aménagement	
1	Duvernay, Saint-François et Saint-Vincent-de-Paul
2	Pont-Viau, Renaud-Coursol et Laval-des-Rapides
3	Chomedey
4	Sainte-Georgette, Laval-Ouest, Les Îles-Laval, Fabreville-Ouest et Laval-sur-le-Lac
5	Fabreville-Est et Sainte-Rose
6	Vimont et Auteuil



Sources :

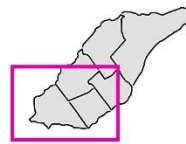
- 1) Statistique Canada, Recensement de la population de 2021.
- 2) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Établissements de vente au détail en alimentation, avril 2025.
- 3) Ville de Laval, Répertoire de Saveurs de Laval, avril 2025.
- 4) Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval, avril 2025.

Réalisation : Direction de santé publique, CISSS de Laval, septembre 2025.

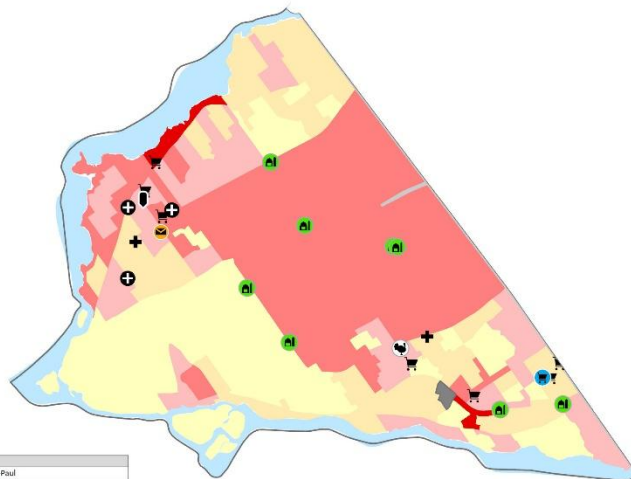
* Aide : Activité et service de distribution de nourriture.

** Autonomie : Activité et service visant à renforcer le pouvoir d'agir, les capacités et les compétences des personnes pour se nourrir.

Secteur d'aménagement 4



Indice de risque d'insécurité alimentaire



Organismes œuvrant en sécurité alimentaire

- + Aide *
- Autonomie **
- ⊕ Aide et autonomie
- 📞 Référencement

Commerces alimentaires

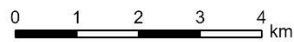
- 🍖 Boucherie
- 🛒 Épicerie
- 🛒 Épicerie à rabais
- 🍇 Fruiterie
- 🌿 Kiosque fermier
- 🏪 Magasin à dollar

Secteurs d'aménagement	
1	Duveroy, Saint-François et Saint-Vincent-de-Paul
2	Pont-Vieux, Renaud-Coursol et Laval-des-Rapides
3	Chomedey
4	Sainte-Dorothée, Laval-Ouest, Les Îles-Laval, Fabreville-Ouest et Laval-sur-le-Lac
5	Fabreville-Est et Sainte-Rose
6	Vimont et Auteuil

Sources :

- 1) Statistique Canada, Recensement de la population de 2021.
- 2) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Établissements de vente au détail en alimentation, avril 2025.
- 3) Ville de Laval, Répertoire de Saveurs de Laval, avril 2025.
- 4) Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval, avril 2025.

Réalisation : Direction de santé publique, CISSS de Laval, septembre 2025.



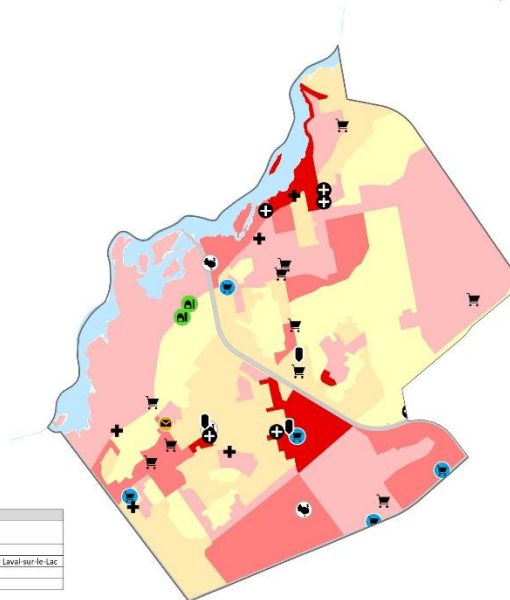
* Aide : Activité et service de distribution de nourriture.

** Autonomie : Activité et service visant à renforcer le pouvoir d'agir, les capacités et les compétences des personnes pour se nourrir.

Secteur d'aménagement 5



Indice de risque d'insécurité alimentaire



Organismes œuvrant en sécurité alimentaire

- + Aide *
- Autonomie **
- ⊕ Aide et autonomie
- ✉ Référencement

Commerces alimentaires

- 🍖 Boucherie
- 🛒 Épicerie
- 🛒 Épicerie à rabais
- 🍇 Fruiterie
- 🌿 Kiosque fermier
- 🏪 Magasin à dollar

Secteurs d'aménagement	
1	Duveroy, Saint-François et Saint-Vincent-de-Paul
2	Pont-Vieux, Renaud-Coursol et Laval-des-Rapides
3	Chomedey
4	Sainte-Dorothée, Laval-Ouest, Les Îles-Laval, Fabreville-Ouest et Laval-sur-le-Lac
5	Fabreville-Est et Sainte-Rose
6	Vimont et Auteuil

Sources :

- 1) Statistique Canada, Recensement de la population de 2021.
- 2) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Établissements de vente au détail en alimentation, avril 2025.
- 3) Ville de Laval, Répertoire de Saveurs de Laval, avril 2025.
- 4) Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval, avril 2025.

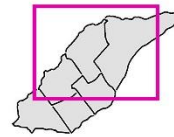
Réalisation : Direction de santé publique, CISSS de Laval, septembre 2025.



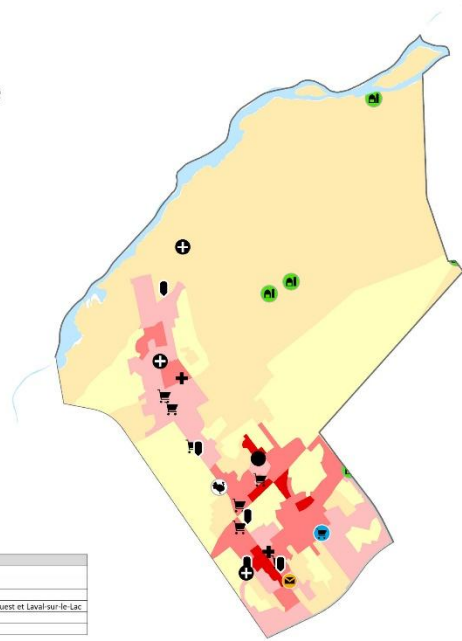
* Aide : Activité et service de distribution de nourriture.

** Autonomie : Activité et service visant à renforcer le pouvoir d'agir, les capacités et les compétences des personnes pour se nourrir.

Secteur d'aménagement 6



Indice de risque d'insécurité alimentaire



Organismes œuvrant en sécurité alimentaire

- + Aide *
- Autonomie **
- ⊕ Aide et autonomie
- 📧 Référencement

Commerces alimentaires

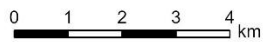
- 🐷 Boucherie
- 🛒 Épicerie
- 🛒 Épicerie à rabais
- 🍇 Fruiterie
- 🌿 Kiosque fermier
- 🏪 Magasin à dollar

Secteurs d'aménagement	
1	Duveroy, Saint-François et Saint-Vincent-de-Paul
2	Pont-Vieux, Renaud-Coursol et Laval-des-Rapides
3	Chomedey
4	Sainte-Dorothée, Laval-Ouest, Les Îles-Laval, Fabreville-Ouest et Laval-sur-le-Lac
5	Fabreville-Est et Sainte-Rose
6	Vimont et Auteuil

Sources :

- 1) Statistique Canada, Recensement de la population de 2021.
- 2) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Établissements de vente au détail en alimentation, avril 2025.
- 3) Ville de Laval, Répertoire de Saveurs de Laval, avril 2025.
- 4) Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval, avril 2025.

Réalisation : Direction de santé publique, CISSS de Laval, septembre 2025.



* Aide : Activité et service de dist

** Autonomie : Activité et service les capacités et les compétences

CONCLUSION

En 2025, l'insécurité alimentaire à Laval atteint un niveau préoccupant. On estime à 122 000 le nombre de personnes vivant dans un ménage touché, dont 82 000 en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave.

L'augmentation de l'insécurité alimentaire observée au cours des dernières années reflète une dynamique inquiétante. Celle-ci est observée autant à Laval qu'à l'échelle provinciale et nationale. Ce constat est d'autant plus préoccupant qu'il s'inscrit dans un contexte de hausses importantes des subventions gouvernementales visant à réduire l'insécurité alimentaire.

L'inflation, notamment dans les secteurs de l'alimentation et du logement, accentue cette précarité. Bien que le pouvoir d'achat ait globalement augmenté, il semble que cette amélioration n'ait pas bénéficié équitablement à tous les segments de la population. Les personnes les plus à risque se retrouvent souvent à l'extrémité inférieure du spectre économique, où les hausses de revenus ne compensent pas l'augmentation du coût de la vie.

Les données révèlent que certains groupes sont particulièrement vulnérables : les familles monoparentales, les personnes immigrantes et celles dont le revenu provient principalement de l'aide sociale. L'insécurité alimentaire affecte également de manière disproportionnée les personnes sans diplôme d'études secondaires et les personnes de moins de 65 ans vivant seules ou en colocation.

L'insécurité alimentaire se manifeste de façon tangible et préoccupante sur le terrain, où de nombreuses personnes et familles peinent à accéder à une alimentation suffisante et nutritive. Les organismes communautaires constatent une hausse marquée des demandes de services d'aide alimentaire et de repas, ainsi qu'une détérioration de la qualité nutritionnelle des choix disponibles. Les personnes touchées vivent souvent dans un stress constant, devant faire des compromis entre se nourrir, se loger ou se soigner. Cette réalité, bien que parfois invisible aux yeux du grand public, est quotidienne pour les personnes qui œuvrent auprès des personnes en situation de vulnérabilité et qui doivent constamment s'adapter à un contexte de précarité croissante.

Face à cette réalité, il est essentiel de maintenir une surveillance étroite de la situation, d'adapter les interventions aux besoins des groupes les plus touchés et de renforcer les mesures de soutien, tant au niveau communautaire que gouvernemental. À l'aide de ce portrait, la Direction de santé publique souhaite appuyer ses partenaires en mettant à leur disposition des données probantes pour orienter des actions structurantes et durables.

Pour plus d'informations, consultez le plan d'action 2025-2030 du CASAL, disponible via le lien suivant ou le code QR : [Laval sans faim!](#)



ANNEXE

Tableau A1 Revenu disponible par ménage, ensemble du Québec, 2018 à 2024

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Quintile de revenu inférieur	22 730	22 760	29 875	31 980	31 355	29 163	29 307
Deuxième quintile de revenu	48 858	48 833	56 591	56 350	55 004	60 288	61 156
Troisième quintile de revenu	65 579	66 556	75 098	69 757	68 486	67 143	76 562
Quatrième quintile de revenu	90 212	92 523	100 487	103 169	109 606	104 720	109 708
Quintile de revenu supérieur	148 654	153 223	139 660	155 450	169 856	197 156	211 467
Tous les ménages	64 795	66 320	71 565	74 002	77 662	79 609	81 882

Source : Statistique Canada. Tableau : 36-10-0588-01, Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, revenu, consommation et épargne, Canada, provinces et territoires, annuel, 2018 à 2024.



BIBLIOGRAPHIE

- Aviseo. (2024). *Étude sur la demande d'aide alimentaire au Québec*. Banques alimentaires du Québec. <https://www.moisson-mcdq.org/wp-content/uploads/2025/02/Etude-sur-la-demande-daide-alimentaire-au-Quebec-Aviseo.pdf>
- Banques alimentaires du Québec. (2025a). *Nos publications : Bilan-Faim Québec, 2019 à 2025*. <https://banquesalimentaires.org/qui-sommes-nous/nos-publications/> (Consulté le 30 octobre 2025)
- Banques alimentaires du Québec. (2025b). *Nos publications : États financiers, 2019-2020 à 2024-2025*. <https://banquesalimentaires.org/qui-sommes-nous/nos-publications/> (Consulté le 30 octobre 2025)
- Banques alimentaires du Québec. (2025c). *Rapport annuel 2024-2025*. https://banquesalimentaires.org/wp-content/uploads/2025/06/BAQ_RA_24-25_VF.pdf (Consulté le 30 octobre 2025)
- Bilodeau, É. (2023, 25 octobre). Un Québécois sur dix a recours à une banque alimentaire en 2023. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/2023-10-25/un-quebecois-sur-dix-a-recours-a-une-banque-alimentaire-en-2023.php>
- Caron, N. et Plunkett-Latimer, J. (2022). *Enquête canadienne sur le revenu : insécurité alimentaire et besoins insatisfaits en matière de soins de santé, 2018 et 2019*. Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75f0002m/75f0002m2021009-fra.htm>
- Chaire CACIS. (2024, juillet). Demander de l'aide alimentaire et après? Le parcours de personnes qui demandent de l'aide alimentaire pour une première fois. *Lumière sur la recherche au CReSP*, 2, 1-8. https://chairecacis.org/fichiers/publications/lumiere_sur_-_parcours_aide_alimentaire_final.pdf
- Dumont, C. (2023, mai). *Données du recensement de 2021 à Laval, par secteur d'aménagement*. Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval. https://www.lavalensante.com/fileadmin/internet/ci_sss_laval/Documentation/Sante_publique/Profils_et_portraits/Portraits/Donnees_par_secteur_d_amenagement_20_21_VF.pdf
- Gamache, P., Hamel, D. et Blaser, C. (2019, mai). *L'indice de défavorisation matérielle et sociale : en bref*. Institut national de santé publique du Québec. <https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/santescope/indice-defavorisation/guidemethodologiquefr.pdf>
- Gouvernement du Canada. (2025). *Accord asymétrique entre le Canada et le Québec sur le Programme national d'alimentation scolaire - 2024 à 2027*. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/alimentation-ecoles/accords/quebec-2024.html>
- Institut de la statistique du Québec. (s. d.). *Données de l'Enquête québécoise sur le parcours préscolaire des enfants de maternelle (EQPPEM), 2022* [ensemble de données inédit]. Obtenues via l'Infocentre de santé publique du Québec.
- Institut de la statistique du Québec. (2024). *Revenu disponible et ses composantes, régions administratives et ensemble du Québec, 2002-2022*. <https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/3962> (consulté le 15 janvier 2025)



- Institut de la statistique du Québec. (2025a). *Indice des prix à la consommation (IPC), produits et groupes de produits, Québec, moyennes annuelles (2002=100), 2018 à 2024*. https://statistique.quebec.ca/fr/document/indice-prix-consommation-ipc/tableau/indice-des-prix-a-la-consommation-ipc-produits-et-groupes-de-produits-quebec-canada-rmr-montreal-quebec-moyennes-annuelles#tri_tertr=1000000000000 (Consulté le 30 octobre 2025)
- Institut de la statistique du Québec. (2025b). *Indice des prix à la consommation (IPC), produits et groupes de produits, Québec, données mensuelles non désaisonnalisées (2002=100), 2018 à 2024*. https://statistique.quebec.ca/fr/document/indice-prix-consommation-ipc/tableau/indice-des-prix-a-la-consommation-ipc-produits-et-groupes-de-produits-quebec-canada-rmr-montreal-quebec-donnees-mensuelles-non-desaisonnalisees#tri_tertr=1000000000000&tri_an=0 (Consulté le 30 octobre 2025)
- Institut de la statistique du Québec & Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2025). *Publications du ministère de la Santé et des Services sociaux : Estimations et projections de population par territoire sociosanitaire*. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-001617/> (consulté le 30 octobre 2025)
- Labranche, A., Kaboré, T. P., Dufour, C. et Pagé, J. (2024). *Faits saillants sur la sécurité alimentaire à Laval (Éd. 2024)*. Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval. https://www.lavalensante.com/fileadmin/internet/ciss_laval/Documentation/Sante_publique/Feuillets/BROCHURE_INSECURITE_ALIMENTAIRE_modifiee_2024-06-21.pdf
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (1996). *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation*. <https://www.fao.org/3/w3613f/w3613f00.htm>
- Pageau, M., Bertrand, L., Marier, C., Morrow, C. et St-Denis, A. (2008). *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire : Mise à jour 2008*. Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2008/08-208-01.pdf>
- Polsky, J. Y. (2024). *Les tendances associées à l'insécurité alimentaire des ménages tirées de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, 2017 à 2022*. Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-003-x/2024010/article/00002-fra.pdf>
- Santé Canada. (2020a). *Évaluation de la situation de sécurité alimentaire*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/aliments-nutrition/surveillance-aliments-nutrition/sondages-sante-nutrition/enquete-sante-collectivites-canadiennes-escc/insecurite-alimentaire-menages-canada-survol/evaluation-situation-securite-alimentaire-surveillance-aliments-nutrition-sante-canada.html>
- Santé Canada. (2020b). *Insécurité alimentaire des ménages au Canada : Survol*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/aliments-nutrition/surveillance-aliments-nutrition/sondages-sante-nutrition/enquete-sante-collectivites-canadiennes-escc/insecurite-alimentaire-menages-canada-survol.html>
- Statistique Canada. (2021). *Enquête canadienne sur le revenu - Information détaillée pour 2019*. Gouvernement du Canada. https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&Id=1304532



- Statistique Canada. (2022a). *Dictionnaire, Recensement de la population, 2021 : Mesure de faible revenu après impôt (MFR-ApI)*. Gouvernement du Canada. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/ref/dict/az/Definition-fra.cfm?ID=fam021>
- Statistique Canada. (2022b). *Dictionnaire, Recensement de la population, 2021 : Mesure du panier de consommation (MPC)*. Gouvernement du Canada. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/ref/dict/az/Definition-fra.cfm?ID=pop165>
- Statistique Canada. (2024a). *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, Fichier de microdonnées à grande diffusion, 2019-2020*. Gouvernement du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/82M0013X>
- Statistique Canada. (2024b). *Tableau 43-10-0027-01, Revenu des immigrants déclarants selon le profil sociodémographique et l'année d'imposition, dollars constants de 2022*. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=4310002701> (consulté le 15 janvier 2025)
- Statistique Canada. (2024c). *Tableau 43-10-0028-01, Revenu des demandeurs d'asile selon l'année de demande et l'année d'imposition, pour le Canada et les provinces, dollars constants de 2022*. <https://doi.org/10.25318/4310002801-fra> (consulté le 15 janvier 2025)
- Statistique Canada. (2025a). *Enquête canadienne sur le revenu, 2018 à 2023*. Gouvernement du Canada. https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getInstanceList&Id=1533067 (Consulté le 30 octobre 2025)
- Statistique Canada. (2025b). *Tableau : 11-10-0223-01, Dépenses des ménages selon le quintile de revenu du ménage, Canada, régions et provinces, 2023*. <https://doi.org/10.25318/1110022301-fra> (Consulté le 15 janvier 2025)
- Statistique Canada. (2025c). *Tableau 18-10-0205-01, Indice des prix des logements neufs, mensuel*. <https://doi.org/10.25318/1810020501-fra> (Consulté le 28 octobre 2025)
- Statistique Canada. (2025d). *Tableau 36-10-0588-01 Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, revenu, consommation et épargne, Canada, provinces et territoires, annuel (x 1 000 000)*. <https://doi.org/10.25318/3610058801-fra> (Consulté le 15 janvier 2025)
- Uppal, S. (2023). L'insécurité alimentaire chez les familles canadiennes. *Regards sur la société canadienne*. Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2023001/article/00013-fra.htm>





*Centre intégré
de santé
et de services sociaux
de Laval*

Québec 